

## MUNICIPAL STATUTE LAW AMENDMENT ACT 1993

### FACT SHEET

On April 21, 1993, Municipal Affairs Minister Ed Philip announced that the province is giving municipalities increased powers to develop and operate waste management programs, particularly 3R programs (reduce, reuse, recycle).

In introducing the legislation, Mr. Philip said sustaining the environment is one of the keys to the Ontario government's plan to put the province back to work. The government is committed to encouraging the emergence and growth of 'green industries.' Effective 3R programs are one of those industries.

The Bill amends the Municipal Act, the Regional Municipalities Act, 13 Regional Acts (including the Municipality of Metropolitan Toronto Act, the County of Oxford Act and the District Municipality of Muskoka Act) and the Municipal Affairs Act.

Under proposed amendments to the **Municipal Act**, municipalities will have the power to:

- o establish and operate facilities for all waste management activities (collecting, reducing, reusing, recycling and waste disposal);
- o require source separation of waste and recyclables and establish user fees and incentives for waste reduction;
- o enter property to conduct surveys and soil tests for waste management purposes, with appropriate safeguards for property owners' and occupants' rights;
- o increase fine levels for breaching municipal waste by-laws; and
- o market products made from waste materials

In addition, the amendments change the procedure for counties and regions that want to assume responsibility for waste management activities from their local municipalities.



Under the **Municipal Act** amendments, a county will now be able to assume waste responsibility with a majority vote of county council representing a majority of local municipalities. Under current requirements, counties need a two-thirds vote on county council representing a majority of the local municipalities.

Under amendments to the **Regional Municipalities Act**, regional municipalities (including Metropolitan Toronto, Muskoka and Oxford County) will be able to assume all aspects of waste management based on the following requirements:

- in regional municipalities where regional councillors do not sit on local council, the region can assume a waste management function by passing a by-law (Metropolitan Toronto and Niagara Region fall into this category); and
- in regional municipalities where regional councillors also sit on local councils, a waste management function can be assumed if a majority of regional councillors representing a majority of local councils vote in favour of the assumption (the other 11 regions fall into this category).

The **Regional Municipalities Act** amendments also require regional municipalities which currently have waste disposal authority to assume 3Rs processing responsibility within three years. This requirement does not apply to Muskoka and Niagara since they do not have waste disposal authority under current legislation.

Amendments to the 13 **Regional Acts** provide regional municipalities which currently have waste disposal responsibility with expanded 3Rs powers and broadened waste disposal authority. These powers are the same as the ones provided to local municipalities by virtue of amendments to the **Municipal Act**.

The Bill also amends the **Municipal Affairs Act** by adding waste management sites to the list of public utilities recognised in the Act. The purpose of this change is to enable assessment commissioners of the Ministry of Finance to assess waste management facilities for tax purposes. These taxes will be payable to local municipalities.

# LOI DE 1993 MODIFIANT DES LOIS CONCERNANT DES MUNICIPALITÉS

## FEUILLET D'INFORMATION

Le 21 avril 1993, le ministre des Affaires municipales, Ed Philip, a annoncé que le gouvernement provincial accordait aux municipalités des pouvoirs accrus leur permettant d'élaborer et d'exploiter des programmes de gestion des déchets, plus particulièrement des programmes 3R (réduire, réutiliser et recycler).

En présentant le projet de loi, M. Philip a déclaré que la défense de l'environnement constitue un des éléments clés du plan du gouvernement de l'Ontario visant à redonner du travail à la province. Le gouvernement s'engage à encourager la création et la croissance d'«industries vertes». Les programmes 3R font partie de ces industries.

Le projet de loi modifie la *Loi sur les municipalités*, la *Loi sur les municipalités régionales* et 13 autres lois régionales (y compris la *Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto*, la *Loi sur le comté d'Oxford* et la *Loi sur la municipalité de district de Muskoka*) et la *Loi sur les affaires municipales*.

En vertu des modifications apportées à la *Loi sur les municipalités*, les administrations municipales auront les pouvoirs suivants :

- aménager et exploiter des installations destinées à toutes les activités de gestion des déchets (collecte, réduction de la production, réutilisation, recyclage et élimination des déchets)
- exiger le tri à la source des déchets et des matières recyclables, établir des tarifs d'utilisation et des moyens d'encourager la réduction de la production de déchets
- pénétrer sur des propriétés pour faire des études et des essais de terrain aux fins de gestion des déchets, en prenant les précautions appropriées afin de respecter le droit à la vie privée des propriétaires et des occupants
- augmenter les amendes pour les infractions aux règlements municipaux en matière de déchets; et
- mettre en marché des produits faits à partir de matières recyclées.

De plus, les modifications touchent la façon de faire pour les comtés et les régions voulant assumer la responsabilité des activités de gestion des déchets à partir de leurs municipalités locales.

En vertu des modifications apportées à la *Loi sur les municipalités*, un comté pourra dorénavant assumer la responsabilité des déchets à la suite d'un vote majoritaire du conseil du comté représentant une majorité de municipalités locales. En vertu des exigences actuelles, les comtés doivent obtenir deux tiers des voix du conseil du comté représentant une majorité de municipalités.

En vertu des modifications apportées à la *Loi sur les municipalités régionales*, les municipalités régionales (y compris celles de la communauté urbaine de Toronto, du district de Muskoka et du comté d'Oxford) pourront assumer la gestion des déchets dans son ensemble, à partir des exigences suivantes :

- dans les municipalités régionales où les conseillers régionaux ne sont pas membres d'un conseil local, la municipalité régionale peut assumer la responsabilité de la gestion des déchets en adoptant un règlement municipal (la communauté urbaine de Toronto et la municipalité régionale de Niagara font partie de cette catégorie); et
- dans les municipalités régionales où les conseillers régionaux sont également membres des conseils locaux, il est possible d'assumer la responsabilité de la gestion des déchets si une majorité des conseillers régionaux représentant une majorité de conseils locaux votent en faveur de la prise en charge de la responsabilité (les 11 autres municipalités régionales font partie de cette catégorie).

Les modifications à la *Loi sur les municipalités régionales* prévoient également que les municipalités régionales qui sont actuellement responsables de l'élimination des déchets prennent également en charge la mise en oeuvre des programmes 3R en moins de trois ans. Cette exigence ne vise pas les municipalités régionales de Muskoka et de Niagara, puisqu'elles ne disposent d'aucune autorité en matière d'élimination des déchets en vertu des lois actuelles.

Les modifications apportées aux 13 lois régionales prévoient que les municipalités régionales qui sont actuellement responsables de l'élimination des déchets recevront des pouvoirs accrus pour ce qui est des programmes 3R, et une autorité plus grande en matière d'élimination des déchets. Ces pouvoirs sont les mêmes que ceux dont disposent les municipalités locales en vertu des modifications apportées à la *Loi sur les municipalités* .

Le projet de loi modifie également la *Loi sur les affaires municipales* en ajoutant les sites d'enfouissement des déchets à la liste des services publics reconnus en vertu de la loi. Cette modification a pour but de permettre aux commissaires à l'évaluation du ministère des Finances d'évaluer les installations de gestion des déchets à des fins fiscales. Les taxes seront payables aux municipalités locales.